

Monsieur ROLLAT Michel

03290 DOMPIERRE SUR BESBRE

a

Madame La Présidente avec  
des collègues de la commission Particulière  
Débat Public - Route entre Europe et Atlantique.

Je vous sollicite mes arguments et mes idées que je peux penser à ce sujet car je suis ce dossier depuis les années 90 où il y a eu une enquête d'utilité publique entre DOMPIERRE SUR BESBRE et MOLINET-DIGOIN pour une route à 2 fois deux voies et à la fin de cette enquête, ce secteur a obtenu qu'une seule fois 2 voies.

En ce temps, les traversées des villages étaient périlleuses pour les habitants et les usagers lors des passages des camions où de nombreux accidents ont eu lieu dans ces Bourgs.

Je peux vous rappeler, à mon avis, pourquoi, il a été décidé de faire une route nationale, avec l'aide de l'Etat, à travers un département (Allier) où il y avait 3 nationales (la N7, N79 et N9). Cette idée a permis le détournement des camions, des villes et villages de ce département. Lors des premiers travaux vers 1870, secteur de Cressanges - le Montet. Certains avaient dit à cette époque, une route qui ne va nulle part.

Aujourd'hui, c'est de rigueur convenable à aller vite pour que l'Etat prenne ses responsabilités, qui il soit garant de son rôle pour la France et ses habitants. Pour l'instant, à ce jour, il n'a presque rien fait de positif dans ce secteur du Centre Est où la Creuse a obtenu satisfaction à l'aide du reste des fonds européens restant de l'Autoroute A20. Avec les plans état région, ce secteur était réalisé avec les aides des collectivités départementales.

Je me dis la fatalité est de rigueur envers ces deux départements,

que sont, la Saône et Loire et l'Allier, les moins favorisés des deux régions, la Bourgogne et l'Auvergne. Elle devait être une route à grande circulation de l'Europe Centrale, de Mâcon et Bellac, en Haute Vienne vers l'Atlantique et vers la Péninsule Ibérique. De même, aussi incluses les nationales 70 et 80 entre Paray le Monial et Chalon sur Saône pour l'Europe du Nord est où les deux fois deux voies sont pratiquement faites entre Montceau les Mines et Chalon sur Saône. Il reste sur ce siège une vingtaine de kilomètres entre Ciry le Noble et Paray le Monial.

Et quand à la partie de Mâcon - Digoin dont les contournements des villes ont été faits et aussi les traversées de Vézelay en chalonnaise et Digoin et suivi par la traversée de la Loire à deux fois deux voies et plus rien pour notre département jusqu'à Montmélian. Le département de la Saône et Loire est mieux loti que celui de l'Allier. Ce département oublié par tous, raisons qu'il se doit peut-être pour des idées depuis longtemps, libres, et hors axes du pouvoir quelque sorte l'étiquette de ce lieu-ci.

J'étais présent au Débat Public de Molinet, le 6 janvier 2011 où j'ai écouté tous les orateurs et associations, tous sont d'accord et veulent la finition de cette route espérée mais chacun dans leurs lieux respectifs. Celle-ci est un besoin pour tous avec égalité, fraternité et liberté de la France sans discrimination, que soient les camions étrangers ou véhicules légers de l'Europe ainsi de France. Dans la fin, ces débats publics, il y a toujours un pondre l'usage ou le contribuable et le gagnant, l'Etat. Je crois si il y a un Etat, un gouvernement c'est grâce aux habitants des villes et des campagnes, rien ne peut se faire sans eux.

Il croit aussi les querres entre vassaux contre seigneurs; c'est déjà fini depuis longtemps, les seigneurs respectent les habitants locaux, nous sommes au 21<sup>e</sup> siècle. En France, il y a plus de routes en grandes vitesses gratuites, du Nord au Sud que transversalement, il y a qu'une Route Européenne E 62 en abandonnant les noms de nationales 145, 79, 70 et 80,

Sur cette route espagnole, il y a plus de véhicules de transit, en été, les plages de l'Atlantique, et l'hiver, la neige dans les Alpes et aussi le relief de cette route.

Il y a eu de l'argent, des fonds pour d'autre routes et plus de fonds pour cette route. Quand on se déplace au ministère des transports avec des élus et associations, j'ai constaté que dans ces bureaux ils ne sacheat pas une carte routière où sont situés les villes et villages dans nos départements. Bien eux, Paris c'est Paris, la Bourgogne, le village c'est où? l'Allier et la Saône et Loire c'est où?

Ces hauts fonctionnaires devraient un peu apprendre la géographie française.

Je pense que cette route doit se faire le plus rapidement possible avec la volonté.

Quand aux chiffres du mètre d'ouvrage, il devrait revoir sa copie sur les infrastructures de mise en service depuis 1989 à 2009 et aussi sur les chiffres des coûts en 2018, il nous parle de 1,1 milliards d'euros pour faire ces travaux à moitié-faits sur le parcours. Ces chiffres sont des estimations car, en fin de compte en 2018, un audit devra être fait pour savoir le réel chiffre de coût. Je vois bien environ 2 milliards d'euros surtout en concession ou soit le choix du débat et le ministère des transports parce que les prix des main-d'œuvre et les matériaux sont en constante augmentation.

Revenons à ce débat courageux et utile pour votre commission, vos conclusions seront suivant les différentes catégories des situations touristiques, économiques, et industrielles et aussi d'emplois etc.

Je vois devant les articles développés à Paray le Monial, le chiffre de 65% de contre à la concession fait débat. Il a dit que l'Etat n'a qu'une alternative pour ces travaux. Il se trompe énormément parce qu'il veut se dégager de ses responsabilités.

Il faut aussi rappeler lors des conventions Etat-région devant un plan de Gans en 1993, même plus tard en 1998, à cette époque, il n'était pas question d'autoroute concessionnaire mais une route à deux voies. Mais aujourd'hui, il nous paraît de conceder cette route pour aller plus vite dans les travaux. L'Etat veut se dégager d'un poids sur les moyens de transports dans notre région, pour l'instant, il donne des moyens au ganté à ganté avec l'aide des collectivités.

Depuis 1993, l'Etat a partagé à de nombreux travaux : Coupe du Monde et d'Europe, Jeux Olympiques, les TGV qui n'arrivent pas à l'heure, a abandonné pour l'instant le TGV en marchandises entre Lyon et Turin, ainsi que le canal du Doubs à la Saône par l'intermédiaire des Ecologistes pour cette communication de transports, tous ceux-ci ont retardé le continuement de cette route de transit importante pour toute l'Europe.

Quand à l'avis du conseil général de l'Allier, qu'il y aurait une concession avec condition que les déplacements des proches de la route d'avoir une gratuité, je pense qu'à la fin des directives et les conclusions de la Commission et celles du Ministère des Transports c'est à dire l'Etat, il n'y aura aucune condition pour cette réalisation. Les conditions demandées par le conseil général seront préunies lors des conclusions du Maître d'Ouvrage. L'Etat aura un véritable de précaution sur l'égalité de circuler pour tous les usagers sur cet axe primordial pour la vie de chacun qu'ils soient, ~~Bretons~~, savoyards ou Européens, ils sont tous dans la même galère et tous payés la modique déjà construite. Il est indispensable que cette route soit à deux fois deux voies, plus elle sera retardée, plus elle coûtera aux usagers et transporteurs. Je crois qu'il existe des moyens rapides et financiers pour une réalisation sans concession, il y a déjà des infrastructures ~~sous~~ le doublage des ponts sur le Canal-Besbre et la rivière Allier.

Le financement pourrait se faire par des fonds privés pilotés à l'Etat par l'intermédiaire des banques parce qu'elles ont été sauvées

par plus de 4 milliards d'euros par l'Etat c'est à dire les contribuables au début 2003 où en moins d'un an après, elles ont remboursé et pendant ce temps, elles ont fait plus de 15 milliards de bénéfice sans me faire de chiffres. Il se peut que celle-ci fassent un geste de 2 milliards d'euros, un geste de retour, remboursables en 20 ans suivant le taux de croissance du pays dans la spéculation de financiers minables, plus ils engagent plus il deviennent. Ce n'est serait un investissement pour ces financiers dans aucun risque, il y aura toujours des contribuables pour rembourser.

Si l'Etat déude pour une concession, ce sera la mort de notre secteur déjà touché par la crise dans les emplois, il y en aura de moins en moins et où mettre ou installer ces barrières de péage, combien vont elles coûter.

En exemple, je prends au soi-disant péage de MOLINET avec un véhicule léger, un tracteur, je sors à Donpiere/Besbre et puis je me rends à MOULINS par la Départementale 779 via Chevagnes, est-ce que je paye cette distance de 25 km entre MOLINET et DONPIERRE/Besbre et où est ce quel endroit sur la route. Je voudrais avoir une réponse de la Communauté et celle de l'Etat sur cette question.

Je suis d'accord qu'il y a beaucoup trop d'accidents mortels sur cette voie qui est très mal adaptée pour ce trafic de transit.

Cette route E 62 est primordiale pour le transport des marchandises venant du Centre de l'Europe et au Sud comme au Nord de l'Europe jusqu'aux portes de l'Afrique du Nord..

Et qui la faute ? Il y a beaucoup d'accidents, aux victimes de ceux ci, pour moi et bien d'autres pensent que le responsable est l'Etat qui prend de plus de retard, mais aussi le comportement des usagers, la fatigue d'un long parcours et le manque d'attention.

Quand au transport des marchandises, il y a d'autres alternatives, mais trop longues pour certaines marchandises où le biais fait doit faire dans les 24 heures et alors pour les marchandises importantes, il faut les faire aux gares de triage où celles ci sont dépassées pour faute de rendement. Ce réseau n'est pas adapté pour ces marchandises.

peut que celui-ci est abandonné par la SNCF et l'Etat.

Il y a beaucoup de camions sur cet axe parce qu'il y a le trafic, il y a beaucoup d'accidents, sur cette route E62, a qui la faute. Il n'y a pas d'aires de repos adaptées sur cette route dangereuse, ni stations de service, ni restaurants pour décontracter quelque instant après un long parcours.

Il y aura encore à attendre 50 ans pour cette réalisation urgente, il faudrait croire celui-ci de faire cette réalisation en 3ans avec la concession, ce sera plus rapide de faire 160 km à deux fois de 2 voies, ce sont des travaux gigantesques. Qui de moque-t-on ? Puis j'ai constaté sur le dossier du maître d'ouvrage, les travaux commencerait qu'en 2014 puis finir peut-être en 2021, depuis 2011 alors donc 10 ans, combien de mort en plus, malgré quelques panneaux au bordes rugueuses au milieu de la route et aussi quelques quilles dangereuses, projettées sur des véhicules par les camions.

Ceux qui sont pour la concession, ce sera plus rapide, c'est faux, il faut du temps pour faire des travaux sur 160 km bien sur mieux que 50 ans, ils disent que pendant ce temps il y aurait au moins 660 morts, je savent ils, ils ne seront plus là pour le constater même d'ici 2018. Les représentants de l'Etat et ceux des collectivités ne sont plus là pour en parler sans faire de polémique. Pour l'instant il faut que ils soient d'accord, entièrement, tous pour que les drames humains cessent dans le respect de l'humanité.

Je donne en partie raison au Président du Conseil général de Saône et Loire, qu'il faut faire autrement, se mettre au travail rapidement dans accord recalculant avec un pour tous, tous pour un. Si il y a concession sur l'itinéraire les camions prendront les routes alternatives (D 17, D 61, D 994 en Saône et Loire, puis D 779 et 994 dans l'Allier et aussi D 94 par Bourgny) même celles-ci ne sont adaptées avec un tel trafic. Car il y a des directives européennes dans le transport, on est tous égaux dans ce domaine et les accidents seront encore plus importants sur ces routes secondaires, ils n'auront pas demandés à mourir.

Faire payer pour plus de sécurité, c'est du racket. Quand aux tarifs de 2008 ne seront pas les mêmes dix ans plus tard, déjà ceux à augmenter dès 2011.

Pour accorder à une réalisation rapide de cette route, par une écotaxe payée par les transporteurs, reportée aux distributeurs enfin de compte c'est le consommateur qui paiera toujours pour un confort. L'usage de la route, sauf dans appartenir de l'Economie, des emplois. Les autoroutes A71 et A20 n'ont apporté de nombreuses entreprises dans notre secteur surtout les grandes villes, Clermont-Fd et LIMOGES plus au Sud TOULOUSE et MONTPELLIER. Le centre est le désert de la France, rien n'intéresse les entreprises d'activités industrielles sans un pôle emploi important.

Le concessionnaire devra rembourser les travaux déjà faits à l'état mais aussi les contribuables qui ont largement payé pendant des années.

Quand aux échanges déplacés, celui de Montbeugny par la D 53 pour se rendre à l'échangeur, pourquoi faire cet échangeur les transporteurs peuvent prendre l'échangeur n°7 et sortir à l'échangeur 47 sur la Départementale 12 adaptée pour ce type de circulation. Il se gagne du temps et de l'argent et gagne dans le même temps celui de Montbeugny actuel quelque soit route emprisée ou concession. Si cet échangeur est construit, les camions continueront la D 53 pour se rendre sur les Nationales 7 et E 62, dans les deux sens. Pour celui de Toulon/Albi, il y aura le problème de la Nationale 7, il faut faire le prolongement de cette nationale en concordance à la RCE A pour ne pas y revenir plus tard. Nous pourrons dire dans cet état il y aura 3 autoroutes qui ne serviront en rien à l'économie de ce secteur public dans tous les points.

Je m'exprime dans l'intérêt de tous et de la collectivité et surtout sur avis de citoyen moyen. Je n'ai pas fait de longues études, je suis fils d'ouvrier.

J'espère que vous tiendrez compte des mes arguments et mes avis de ma pensée dans votre conclusion au mois d'avril dans un débat

démocratique, public avec beaucoup d'intérêt envers tous et de convaincre le ministre des transports d'accélérer les travaux que personne ne conteste.

Je suis pour une route express à 110 km/h avec au lieu d'une concession à 130 km/h heure, même parfois les camions modernes y roulaient. Il faut que l'Etat commence les travaux dans un bref délai de l'automne de 2012, il faut des moyens, il peut faire son devoir pour que les usagers et les transports soient dans un confort humain dans un intérêt de tous surtout pour un renouveau

avec de la volonté, depuis beaucoup de temps, l'Etat aurait dû prendre son courage, ses responsabilités pour effectuer cette route dans la continuité, en 1970 et 1974, 500 camions, en 2018 25000 camions.

Je sais que les conclusions de cette commission seraient compatibles avec l'Etat et les décodeurs des deux départements et ceux des deux régions. Que l'Etat, je ne répète encore, qu'il prenne ses responsabilités et son devoir envers tous les Français.

Recevez Madame la Présidente ainsi que les membres de votre commission, mes sincères remerciements et mes salutations de me lire avec une bonne intention de ce débat public.

Fait à Dompujane sur Besbre  
le 1<sup>er</sup> juillet 2011